

**Greeley, Martin, *Postharvest Losses, Technology, and Employment : The Case of Rice in Bangladesh*. Boudler and London, Westview Press, 1987, 363 p.**

Peter Calkins

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702349ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702349ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Calkins, P. (1988). Compte rendu de [Greeley, Martin, *Postharvest Losses, Technology, and Employment : The Case of Rice in Bangladesh*. Boudler and London, Westview Press, 1987, 363 p.] *Études internationales*, 19(2), 369–371. <https://doi.org/10.7202/702349ar>

diminution de la fécondité au sein des couches bourgeoises.

L'ouvrage se termine sur deux textes plus théoriques : le premier porte sur la Chine où Legoux examine la ligne maoïste élaborée en matière démographique dans la Chine de 1947 ; le second constitue une réflexion théorique pour une problématique matérialiste de la reproduction humaine et une critique du discours tiersmondiste dans les années 60 et 70, discours jugé trop fonctionnaliste et trop ethnocentriste dans son appréhension de la « transition démographique » à la périphérie.

Si l'on peut féliciter les auteurs pour avoir montré que les réalités démographiques sont complexes et ne sont pas régies par des lois univoques dans la mesure où elles sont intrinsèquement liées à des rapports sociaux, l'étude nous paraît toutefois traversée par certaines simplifications. Ainsi, pour l'Afrique, il ne nous semble pas avéré que la main-d'œuvre rurale est une réserve inépuisable où la capitalisme peut puiser en imposant de très bas salaires. Un certain nombre d'études ont démontré qu'en termes de productivité et de salaires, le continent africain n'est pas compétitif par rapport à l'Asie par exemple. Par ailleurs, il y a suffisamment d'indices qui tendent à prouver qu'en matière de revenu, le véritable « sous-prolétariat » en Afrique est localisé dans les couches subalternes de la fonction publique urbaine qui sont contraintes à pratiquer des systèmes de survie, et non pas dans celles des salariés des entreprises agro-industrielles (ou industrielles) dont plusieurs rencontrent aujourd'hui beaucoup de difficultés de recrutement dans le monde rural.

On peut également regretter que les auteurs, très attachés à la défense d'une théorie matérialiste et marxiste, n'aient pas suffisamment attaché d'importance aux facteurs psycho-anthropologiques dans les comportements démographiques. Pour reprendre à nouveau l'exemple de l'Afrique, il n'est pas évident que la fécondité élevée que l'on y observe soit « non seulement rationnelle mais essentielle au maintien de la survie économique de la communauté domestique ». Certaines enquêtes parmi des groupes de population à taux de natalité élevés (par exemple au

Rwanda) paraissent démontrer que les naissances de plus en plus rapprochées coexistent avec une crainte, souvent justifiée, de la croissance de la mortalité infantile elle-même induite par les très mauvaises performances des services de santé. En d'autres termes, l'élément déterminant dans le comportement « nataliste » de la communauté familiale n'est sans doute pas « avoir des enfants pour survivre » mais bien « avoir des enfants qui survivent ». On songe ici à une réflexion de J.C. Chesnais : « le recul de la mortalité (et non l'augmentation de la fécondité) allonge l'horizon économique des individus. Il diminue l'incertitude. Quand des ménages ont des enfants en bas âge et ne peuvent pas compter de façon sûre sur la survie de ces enfants, ils ne font pas d'efforts pour leur formation parce que c'est un pari risqué. Les couples commencent donc à investir à partir du moment où ils ont des garanties sur le futur, c'est-à-dire lorsque le pronostic de survie de leur descendance est assez grand » (« La baisse de la mortalité, un moteur du développement », in *Santé, médicaments et développement. Les soins primaires à l'épreuve des faits*, Publications de la Fondation Liberté sans frontières, Paris, 1987).

J.C. WILLAME

CEDAF, Bruxelles

GREELEY, Martin, *Postharvest Losses, Technology, and Employment: The Case of Rice in Bangladesh*. Boulder and London, Westview Press, 1987, 363 p.

Nonobstant le titre ennuyeux de ce livre — qui fait surgir dans l'esprit des images de silos de stockage — il s'agit d'un des livres les mieux réalisés, documentés et organisés que j'ai lus jusqu'ici.

Dès la première page, l'auteur avance la thèse que l'analyse des effets de l'introduction d'une nouvelle technologie post-récolte dans les pays économiquement moins développés n'est pas aussi simple que l'on croyait, que les « vérités reçues » ne sont pas nécessairement vraies, et que chaque cas constitue tout un système qui doit être analysé dans son contexte socio-économique propre. En effet, ce livre

n'est pas seulement une analyse du cas du riz au Bangladesh, mais aussi un manuel d'intérêt beaucoup plus général illustrant l'utilisation des outils suivants: l'anthropologie, l'analyse bénéfices-coûts sociaux (ABCS) et le criblage de données secondaires de provenance plus ou moins fiable. Avec ces outils, Greeley réussit à trancher la question des impacts économiques et sociaux de l'introduction d'une nouvelle technologie, afin de modifier les politiques proposées ou de suggérer des mesures complémentaires pour venir en aide aux « perdants » dans le processus, souvent (hélas) les femmes pauvres.

Dans le cas particulier du Bangladesh, l'auteur se fixe deux objectifs: 1) tester la validité de lieux communs que la plupart des gens prennent pour acquis et 2) expliquer aussi bien les motivations économiques que les implications politiques de l'adoption d'une nouvelle technologie. Pour ce qui est des hypothèses, Greeley s'en fixe trois: Tout d'abord, il met en doute l'importance des pertes post-récoltes actuelles. Après une critique soigneuse des données secondaires et primaires, qui se lit comme un roman policier, Greeley démontre que le niveau de pertes ne dépasse pas sept pour-cent de la récolte. Ensuite, l'auteur s'interroge sur la possibilité de réduire ces pertes de façon économiquement efficace grâce à deux technologies nouvelles: les batteuses cylindriques à pédale pour séparer les graines de la tige, et les moulins mécanisés, pour décortiquer et polir les graines. L'auteur montre que les pertes physiques ne sont pas réduites par ces technologies, et que c'est plutôt dans le but d'épargner du travail que les producteurs ont intérêt à adopter ces innovations. Troisièmement, Greeley conteste l'hypothèse qu'en conséquence de l'introduction de ces nouvelles technologies, les affamés auront davantage à manger. Le résultat paraît mixte: d'une part, l'arrivée des batteuses, ne nécessitant plus la participation des femmes aisées, ouvre l'embauche aux femmes pauvres. D'autre part, ces dernières ont souffert de l'introduction des moulins mécanisés, qui les ont démunies d'un travail important: l'utilisation du dheki (moulin à pédale traditionnel).

Pour atteindre le deuxième objectif de son étude, celui de mesurer les motivations économiques des producteurs et les implications politiques de l'adoption, Greeley emploie l'outil de l'ABCS. Mais même là, il ne se contente pas d'accepter l'outil tel qu'il est utilisé traditionnellement par ses grands adeptes (notamment, Gittinger 1972). L'auteur nous propose, en effet, la technique de la pondération des revenus au sein de l'analyse des projets au lieu de l'utilisation d'un coût d'opportunité social pour le capital. Cette innovation lui permet d'analyser chacune des deux technologies avec des rapports bénéfices: coûts sous trois régimes de prix: les prix dits « de marché » (qui sont biaisés par l'ensemble de politiques actuellement en vigueur), les prix « d'efficience » (qui sont ajustés pour corriger les distorsions du marché), et les prix « sociaux » (qui sont à leur tour ajustés en fonction de la sous-optimalité de l'épargne et de l'inégalité de la consommation actuelle).

Appliquant ces mesures aux batteuses à pédale, Greeley conclut qu'elles se rapprochent de l'idéal même d'une technologie « appropriée » sous tous ces régimes, car elles sont rentables à la fois pour les manufacturiers, pour les acheteurs qui se promènent pour vendre leurs services, et pour les fermiers qui engagent ces derniers. En plus, elles assurent aux producteurs, tant aux pauvres qu'aux riches, un contrôle accru du battage. D'ailleurs, les batteuses sont simples à fabriquer, à vendre, à transporter, à réparer et entraînent la création d'emplois et d'autres liens importants avec le reste de la société. Plus particulièrement, les familles qui l'adoptent choisissent d'absorber elles-mêmes toute la réduction en termes d'heures de travail pour confier plus de temps à la fonction gestion de l'entreprise, alors que ce sont les femmes des ménages pauvres qui profitent de l'accroissement des emplois salariés. Mais peut-être l'avantage le plus subtil réside-t-il dans le fait qu'en adoptant en grand nombre ces batteuses appropriées, les paysans rendent plus difficile une promotion éventuelle d'autres batteuses dont la manufacture et l'utilisation sont plus intensives en capital.

Tout ceci est loin d'être le cas avec les moulins mécanisés. Même si aux prix de mar-

ché ou d'efficience le moulin mécanisé paraît beaucoup plus rentable que le dheki, l'analyse démontre qu'aussitôt introduit l'aspect répartition des revenus par l'intermédiaire des prix sociaux, la rentabilité sociale des moulins tombe loin en dessous de celle des dhekis. Ceci est vrai même si on fait varier de beaucoup les paramètres utilisés pour pondérer les bénéfices des employeurs, des fournisseurs de la main-d'oeuvre masculine et féminine, et des investisseurs dans les moulins et les dhekis. En effet, étant donné la pondération importante des femmes pauvres dans la consommation agrégée, l'effet net de l'introduction du moulin mécanisé demeure toujours négatif.

Devant cette troublante conclusion, l'auteur déduit, dans un chapitre final éblouissant, que le développement des programmes visant l'amélioration du sort des femmes rurales ne sera pas facile. D'abord, il fait preuve de réalisme en montrant l'impossibilité aux plans administratif et comportemental de diminuer le nombre des moulins mécanisés déjà utilisés par les entrepreneurs et les paysans. Ensuite, il nous entretient sur le statut social des femmes au sein des patriarcats islamiques du Bangladesh, où la « division sexuelle du travail » relègue les femmes sans terre et sans homme à une situation précaire. À ce problème s'ajoute la « différenciation paysanne », qui fait en sorte qu'un pourcentage croissant même de femmes mariées se retrouvent dans des ménages sans terre, et sont donc forcées non seulement de vendre leur travail mais aussi d'abandonner leur statut social en acceptant des emplois salariés. Sort cruel et paradoxal, au moment même où plus de femmes cherchent de tels emplois, l'introduction des moulins mécanisés en a réduit l'offre. L'auteur termine le chapitre et le livre en suggérant que l'on développe des programmes non pas pour les femmes en général (comme on l'a fait dans le passé), mais pour les femmes pauvres. En tenant compte d'aspects comme le travail manuel, les revenus immédiats par rapport aux revenus à long terme, la production pour le marché, et les investissements en groupe, ces programmes n'attireraient guère les femmes des classes privilégiées.

À mon sens, ce livre doit être non seulement lu mais étudié, et pas seulement par les

experts en problèmes techniques du riz au Bangladesh! Pour tous ceux qui s'intéressent aux femmes dans les pays en développement, à la distribution des bénéfices du changement technologique, et à l'évaluation des projets de développement, ce livre, préparé de toute évidence à partir d'un plan minutieux, offre une mine d'or de détails précis et de pensées soigneusement nuancées. C'est un véritable plaisir de le lire!

Peter CALKINS

*Département d'économie rurale  
Université Laval, Québec*

MORAN, Theodore H. *et al. Investing in Development: New Roles for Private Capital*, Washington (D.C.), Overseas Development Council, Coll. « U.S.-Third World Policy Perspectives », no 6, 1986, 208 p.

Au début des années 1970, une réalité de plus en plus présente dans le monde économique des pays en développement, mais toujours absente des débats, faisait soudainement surface: les firmes multinationales (FMN), que l'on accusait de poursuivre des objectifs souvent contraires aux intérêts des pays hôtes. En 1972, le Conseil économique et social de l'ONU commandait les premières études sur les effets des activités de ces corporations sur le développement du Tiers-Monde. Depuis, à côté des critiques les plus acerbes, on a vu surgir des appuis sans réserve à l'endroit des FMN. Le présent volume reprend la question centrale du débat: l'investissement étranger, spécialement celui en provenance des sociétés multinationales, est-il une entrave ou un moteur au développement du Tiers-Monde? Pour y répondre, un groupe de spécialistes ont procédé à un examen attentif des recherches les plus récentes sur le sujet.

Une première constatation est que les points de vue exprimés à l'égard de l'impact des firmes multinationales (FMN) sur le développement du Tiers-Monde sont loin de faire l'unanimité. Joseph Grieco (chap. 1) identifie quatre écoles de pensée dont certaines s'opposent et d'autres sont complémentaires. Entre